



ECLATEMENT DE LA SNCF, REFORME DES RETRAITES : UNE MÊME LOGIQUE A L'ŒUVRE, CELLE DU CAPITAL !

CHEMINOTS

Mise en cause du statut et des RH, transformation de la SNCF en SA, exigence d'augmentation de la productivité, salaires bloqués, tout cela au nom de l'arrivée de la concurrence, les conditions de travail des cheminots continuent à se détériorer tout comme celles de transport des usagers.

Pour couronner le tout, le gouvernement veut passer en force une nouvelle étape de la réforme des retraites, poursuivant la casse d'un pacte social instituant le droit à la retraite après le travail.

Mettre en lumière les enjeux est une nécessité pour que nos luttes soient plus efficaces et porteuses de victoires. Comprendre la cohérence des différentes attaques peut nous permettre de mieux définir nos objectifs d'action. C'est la condition pour faire reculer le Capital et ses serviteurs dans leurs prétentions.

L'enjeu de la SNCF

Les restructurations incessantes désorganisent l'efficacité quotidienne du service public ferroviaire. Chacun voit bien l'objectif poursuivi : rendre chaque activité ferroviaire indépendante des autres pour mieux préparer la vente par morceaux de l'entreprise historique. Tout a commencé avec la création de RFF, validée par la « gauche plurielle » et son ministre des transports, Jean Claude Gaysot, qui a institué le principe de séparation comptable de toutes les activités des cheminots.

La mise en œuvre de la concurrence ne peut que dégrader le service rendu aux usagers du chemin de fer comme le démontre l'expérience du domaine de l'électricité ou du gaz. Les prix flambent mais cela ne suffit pas. La loi NOME prévoit le transfert gratuit de 25% de la production d'électricité produite par le public aux nouvelles entreprises privées au nom de l'harmonisation des conditions de concurrence.

Rouges Vifs propose :

- D'exiger le retour au monopole public de transport ferroviaire sur le territoire national (ce qui implique la revendication d'intégration au statut de la SNCF de tous les cheminots travaillant dans les entreprises privées),
- De remettre au 1^{er} plan l'exigence de la péréquation tarifaire (les activités ferroviaires les plus rentables à un moment donné financent les autres),
- De remettre au 1^{er} plan le respect du dictionnaire des filières permettant à chaque cheminot de travailler pour toutes les activités sans obligation de priorité,
- De mettre en place une organisation permanente de transport des marchandises répondant aux besoins (et non au diktat des chargeurs qui ne parlent que de « fret »)

L'enjeu des retraites

Depuis plus de vingt ans, les attaques contre notre système des retraites se multiplient :

- 1987 désindexation des pensions sur les salaires conduisant à une baisse moyenne des pensions du régime général de près de 20%
- 1993 1^{ers} allongements de la durée de la cotisation dans le régime général
- 2003 alignement des fonctionnaires sur le régime général
- 2007 alignement des régimes spéciaux - dont les cheminots
- 2010 recul de l'âge de départ à la retraite pour tous et augmentation de la part salariale dans le public

Le Capital n'a jamais admis d'avoir été obligé, sur l'injonction du Conseil National de la Résistance, de rémunérer le Travail par une partie de salaire sous forme socialisée permettant de financer la protection sociale dont les retraites. Ses serviteurs au pouvoir sont chargés d'en finir avec cette entrave à leur domination.

Il n'y a pas de problème des retraites, il n'y a que la volonté du patronat de ne plus participer au financement du salaire socialisé, permettant de rémunérer les retraités pour leur apport économique et social à toute la société. Le système de répartition basé sur le salaire, mis en place à partir de 1945, a déjà transformé la société et démontré son efficacité. Les déficits annoncés s'appuient sur le fait que les exonérations de « charges » (accordées pour tout salarié payé jusqu'à 1,6 du SMIC) ne seront jamais remises en cause.

Rouges Vifs propose :

- La fin des exonérations et l'abrogation des réformes mises en œuvre depuis 1987
- L'augmentation générale et massive des salaires ainsi que l'augmentation de la part baptisée « employeur » (prélevée sur les richesses créées) de la cotisation sociale
- Une politique de l'emploi tournée vers la pleine satisfaction des besoins sociaux et industriels du pays, s'appuyant sur la reconnaissance des qualifications
- Une gestion des caisses de retraites par leurs seuls propriétaires : les salariés, appelés à élire leurs représentants par le suffrage universel
- La ré-indexation des pensions sur les salaires
- Un grand débat public posant la question d'une retraite pour tous à 55 ans avec une pension, minimum équivalant au SMIC, d'au moins 75% du meilleur salaire

L'enjeu de la souveraineté populaire

Sur le service public comme sur les retraites, les décisions prises ou annoncées se font sous le prétexte de respects des engagements ou injonctions de l'Europe.

L'intégration européenne est depuis toujours l'outil des forces du Capital pour contourner les lieux de souverainetés démocratiques que sont les états-nations.

C'est au travers de la Commission Européenne, organisme sans aucune légitimité démocratique, que le changement de statut de la SNCF (d'EPIC à Société Anonyme) est exigé.

Pourtant le vote par référendum en 2005 du peuple français a clairement rejeté les prétentions de quelque organisme européen de dicter ses lois sur notre territoire.

Cela pose une question fondamentale pour tout démocrate : pour que nos luttes revendicatives puissent aboutir, le gouvernement de notre pays doit avoir la maîtrise de ses choix politiques et sociaux. Or les gouvernements successifs n'ont fait qu'accélérer la mainmise de « l'Europe » sur toutes les décisions essentielles, par peur de leur propre peuple.

Rouges Vifs propose de faire du résultat du référendum de 2005 le point de départ d'un renouvellement démocratique du fonctionnement de toutes les institutions de la société française. Cela jetterait les bases d'une véritable république sociale et démocratique où les seuls créateurs de richesses, les salariés, auraient la place qui leur revient pour définir leur répartition.

S'approprier la politique, c'est mettre en cause les prétentions de N. Sarkozy qui s'appuie sur son élection pour légitimer toutes ses actions amenant à des reculs sociaux.

S'approprier la politique, c'est assumer notre position de seuls créateurs de richesses qui ne peuvent accepter qu'un pouvoir illégitime décide à notre place.

A chacun d'en prendre conscience... le plus rapidement possible.

Septembre 2010

Pour nous contacter : contact@rougesvifs.org

Tous nos textes depuis 1999 sont sur notre site web : <http://www.rougesvifs.org>